



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 avril 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur la question des droits de l'homme  
et des sociétés transnationales et autres entreprises

Septième session

17-21 février 2014

## Résultats de la septième session du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

GE.14-13322 (F) 031214 041214



\* 1 4 1 3 3 2 2 \*

Merci de recycler



## **I. Introduction**

1. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a tenu sa septième session du 17 au 21 février 2014 à Genève. Durant la session, le Groupe de travail a examiné son programme de travail et ses activités pour 2014, notamment:

a) L'orientation stratégique du Groupe de travail au sujet des plans d'action nationaux, sa feuille de route pour 2014, le lancement de son registre en ligne et le processus d'examen annuel;

b) Une consultation ouverte sur les éléments stratégiques des plans d'action nationaux dans la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;

c) Les obstacles juridiques et pratiques aux recours utiles en matière judiciaire et les difficultés posées par les mécanismes de plainte non judiciaires;

d) Le troisième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, qui se tiendra à Genève du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014, et le deuxième Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme qui se tiendra en Afrique en 2014 (date à confirmer);

e) Les visites de pays proposées par le Groupe de travail pour 2014 et 2015.

f) Les autres projets et questions importantes du Groupe de travail, y compris le rapport qu'il doit soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-sixième session; les lettres d'allégations et les demandes de mesures urgentes envoyées par le Groupe de travail aux États et aux entreprises; un fonds mondial des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme; un examen des informations relatives aux ressources du Groupe de travail; le plan du Groupe de travail en vue de créer un groupe de référence informel pour le Forum annuel et un groupe de référence pour les conflits; l'examen de ses politiques de sauvegarde par la Banque mondiale; et l'Initiative sur les cadres de présentation de rapports et d'assurance.

2. Le présent rapport fait la synthèse de certains des principaux éléments examinés.

## **II. Orientation stratégique sur les plans d'action nationaux**

3. Le Groupe de travail a examiné la question de savoir comment ajuster sa stratégie afin de tenir compte: a) des progrès obtenus dans la diffusion à l'échelle mondiale des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme; b) de la nécessité de renforcer la mise en œuvre entre les États et les entreprises; et c) de l'impatience suscitée par le fait que les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits demeurent impunies. Le Groupe de travail a décidé: a) de hiérarchiser les plans d'action nationaux dans sa stratégie; et b) de renforcer ses travaux sur les éléments stratégiques fondamentaux du régime mondial concernant les entreprises et les droits de l'homme. Ces mesures supposeraient, entre autres choses, de remédier aux obstacles qui entravent l'accès à la justice, de renforcer les performances des mécanismes non judiciaires, de donner des compétences techniques aux organismes des droits de l'homme des Nations Unies et en prenant part à leurs travaux, notamment au processus d'Examen périodique universel. Le Groupe de travail continuerait de promouvoir l'inclusion des Principes directeurs dans les structures de gouvernance internationales et régionales afin d'assurer la prévention accrue des violations des droits de l'homme et l'obligation de rendre des comptes à cet égard. Il s'attacherait aussi à faire en sorte que les États, les entreprises et les organisations de la société civile prennent rapidement des mesures pour adopter les Principes directeurs.

4. Dans le premier rapport présenté au Conseil des droits de l'homme en 2012 (A/HRC/20/29), le Groupe de travail a exhorté les États à envisager d'adopter des plans d'action nationaux. À sa sixième session, tenue du 25 au 29 novembre 2013, il a décidé de consacrer son rapport 2014 à l'Assemblée générale aux plans d'action nationaux (A/HRC/WG.12/7/1, par. 24). Cette décision a été soutenue pendant les discussions poursuivies avec les gouvernements, y compris en décembre 2013 lorsque le Groupe de travail s'est réuni avec les États pour une session préalable au Forum sur les plans d'action nationaux. Cette session a débouché sur un premier cycle d'échange de connaissances entre pairs, et les participants ont identifié plusieurs réalisations précoces, des possibilités pour élaborer des politiques et des normes réglementaires, ainsi que les difficultés rencontrées. Le rapport que le Groupe de travail soumettra au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-sixième session comportera également des informations relatives aux plans d'action nationaux.

5. Le Groupe de travail a pris une décision concernant une feuille de route visant à promouvoir l'adoption de plans d'action nationaux efficaces, prévoyant les étapes suivantes:

- Février 2014: Consultation ouverte sur les éléments stratégiques des plans d'action nationaux utilisés dans la mise en œuvre des Principes directeurs sur les entreprises et les droits de l'homme;
- Février 2014: Lancement du registre en ligne de plans d'action nationaux et du processus d'examen annuel<sup>1</sup>;
- Avril-mai 2014: Consultation en ligne sur une ébauche de projet de plan d'action et une enquête nationale sur les progrès accomplis concernant les plans d'action nationaux et autres efforts de mise en œuvre des Principes directeurs<sup>2</sup>;
- Mai 2014: Atelier d'experts sur les plans d'action nationaux et d'autres mesures de mise en œuvre des Principes directeurs durant la huitième session du Groupe de travail<sup>3</sup>;
- Mai-juin 2014: Le Groupe de travail sera chargé de rédiger le rapport sur les plans d'action nationaux qu'il présentera à l'Assemblée générale;
- Juin-novembre 2014: Autres travaux du Groupe de travail, consultation et rédaction d'orientations sur les plans d'action nationaux;
- Octobre 2014: Le Groupe de travail présentera son rapport sur les plans d'action nationaux à l'Assemblée générale à New York; le rapport contiendra une base conceptuelle afin de guider l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un plan d'action national;
- Décembre 2014: Le Groupe de travail lancera le projet de guide sur les plans d'action nationaux, qu'il pilotera pendant deux ans;
- 2015: Le guide fera l'objet d'un examen;
- Décembre 2016. Le Groupe de travail publiera son guide définitif sur les plans d'action nationaux.

<sup>1</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx).

<sup>2</sup> Le registre de consultation en ligne sera lancé sur la page Web du Groupe de travail ([www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx)) et le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme ([www.business-humanrights.org/Home](http://www.business-humanrights.org/Home)).

<sup>3</sup> La huitième session du Groupe de travail se tiendra à Genève du 5 au 9 mai. On pourra obtenir de plus amples informations à l'adresse: [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/WGSessions.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/WGSessions.aspx).

6. Bien que le Groupe de travail reconnaisse que la mise en œuvre des Principes directeurs soit multiforme, il est résolu à promouvoir des plans d'action nationaux pour diverses raisons. Ceux-ci encouragent un dialogue multipartite constructif sur les entreprises et les questions relatives aux droits de l'homme; ils garantissent l'adoption des Principes directeurs au niveau national; ils tiennent compte des trois piliers des Principes directeurs et ils sont suffisamment souples pour tenir compte des problèmes relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme qu'un pays peut rencontrer, ainsi que de la diversité des cadres réglementaires. En outre, les plans d'action nationaux sont un instrument essentiel pour mettre sur un pied d'égalité la situation des entreprises et les droits de l'homme à l'échelle mondiale. Un petit nombre de pays ou d'entreprises ne peuvent pas résoudre à eux seuls les problèmes mondiaux.

### **III. Consultation ouverte sur les éléments stratégiques des plans d'action nationaux dans le cadre de la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**

7. Environ 175 représentants des États (y compris plus de 60 missions permanentes sises à Genève), des entreprises commerciales, des organisations de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme ont participé à la consultation ouverte du Groupe de travail sur les éléments stratégiques des plans d'action nationaux dans le cadre de la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Au cours des consultations, les participants ont examiné le rôle de différentes parties prenantes dans la mise au point de plans d'action nationaux; des aspects essentiels du contenu des plans d'action, tels que les orientations de politique générale touchant la présentation de rapports, la passation de marchés, le renforcement des capacités et la réforme réglementaire; la mise en œuvre et la périodicité de l'examen des plans d'action; ainsi que l'importance de plans d'action nationaux dans le Sud mondialisé et les difficultés auxquelles se heurte le développement dans cette région<sup>4</sup>. La séance de consultation d'une durée de trois heures qui s'est tenue le 20 février a pu être écoutée par les personnes qui ne pouvaient y participer.

8. La Présidente du Groupe de travail, Alexandra Guáqueta, a animé les consultations. Le Vice-Président, Michael Addo, a prononcé un discours liminaire au nom du Groupe de travail. Les personnes ci-après étaient également présentes:

- Yvette Stevens, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente de la Mission permanente de la Sierra Leone auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales à Genève;
- Janneke Faber, Conseillère principale en matière de politique, Division des droits de l'homme et des affaires politiques et juridiques, Département des organisations multilatérales et des droits de l'homme (Gouvernement néerlandais);
- Christian Frutiger, Vice-Président, Relations publiques mondiales (Nestlé SA);
- Claire Methven O'Brien, Conseillère spéciale (Institut danois des droits de l'homme);
- Sara Blackwell, Associée politique et juridique (Table ronde sur la responsabilité internationale des entreprises);
- Joanne Bauer, Consultante (Centre for Applied Legal Studies (CALS), représentant une coalition regroupant notamment CALS, Singapore Management University, Wits University et d'autres partenaires.

<sup>4</sup> La note conceptuelle concernant les consultations ouvertes et les déclarations disponibles peuvent être consultés à l'adresse suivante: [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/WGSessions.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/WGSessions.aspx).

9. M. Addo a annoncé le lancement du registre en ligne du Groupe de travail sur les plans d'action nationaux<sup>5</sup> et de sa feuille de route visant à élaborer des principes directeurs pour la conception, la mise en œuvre et le suivi d'un plan d'action national. Il a rappelé la position du Groupe de travail selon laquelle les plans d'action nationaux étaient un élément clef pour faire avancer la mise en œuvre à grande échelle des Principes directeurs, et il a expliqué l'intérêt stratégique de ces plans. Parallèlement, il a appelé l'attention sur la nécessité d'examiner des questions aussi élémentaires qu'essentielles, telles que:

- a) Comment entreprendre un plan d'action national?
- b) Quels sont les processus pour rendre efficace un plan d'action national?
- c) Existe-t-il un contenu minimal pour un plan d'action national?
- d) Quel processus international peut encourager un État à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action national?
- e) À quelle fréquence convient-il d'examiner et de réviser le contenu d'un plan national d'action?
- f) Existe-t-il un modèle optimal pour un plan d'action national?
- g) Les États doivent-ils élaborer des plans d'action nationaux indépendants ou ces plans peuvent-ils être intégrés dans les stratégies et plans existants?
- h) Comment éviter les doubles emplois existants?
- i) Comment les États peuvent-ils maximiser les ressources internes et tirer parti des compétences externes?

10. M. Addo a également mis en avant certains éléments essentiels liés au processus et des éléments de fond des plans d'action nationaux. Il s'agissait notamment d'assurer la participation de plusieurs parties prenantes et la cohérence de la politique du Gouvernement; de renforcer l'obligation qu'ont les entreprises de respecter les droits de l'homme; de souligner l'importance du troisième pilier des Principes directeurs concernant l'accès aux recours utiles (y compris des dispositions à court terme pour lutter contre l'impunité s'agissant des violations des droits de l'homme par les entreprises); et de préciser l'application par les États de mesures visant à réglementer les politiques extraterritoriales des entreprises domiciliées sur leur territoire et/ou relevant de leur juridiction.

11. Les exposés des experts et les déclarations présentées par les participants ont porté sur l'ensemble des éléments stratégiques que le Groupe de travail avait définis comme thèmes des consultations. Plusieurs États ont dit qu'ils appuyaient les plans d'action nationaux en tant qu'éléments clefs de mise en œuvre des Principes directeurs. Les institutions nationales des droits de l'homme et les participants de la société civile ont proposé que les Principes directeurs soient des obligations universelles. Les participants ont généralement admis que les plans d'action nationaux devraient être élaborés dans le cadre de processus multipartites. Toutefois, il a été admis que le déroulement pratique de ces processus était variable. Ainsi, pour élaborer son plan d'action national, le Gouvernement néerlandais avait décidé de tenir des réunions séparées pour les entreprises, la société civile et les autres organisations pertinentes afin que l'on entende facilement les opinions et les priorités divergentes.

12. On a avancé que les plans d'action nationaux devraient reposer sur une évaluation de référence solide ou une analyse des insuffisances; qu'ils devraient être continus et être régulièrement examinés, et contenir des éléments de supervision et d'évaluation. En outre, les institutions nationales des droits de l'homme ont souligné que l'élaboration d'un plan

<sup>5</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/NationalActionPlans.aspx).

d'action national devrait suivre une approche fondée sur les droits de l'homme; par exemple, il faudrait que le processus soit participatif, responsable, non discriminatoire, autonomisant, légal et axé sur les titulaires de droits.

13. Il était généralement admis que les plans d'action nationaux devraient couvrir la totalité du champ d'application des Principes directeurs, y compris le troisième pilier, à savoir l'accès aux recours. Ils devraient aussi assurer la cohérence des politiques et être orientés vers l'action. Certains participants ont recommandé que les plans d'action nationaux fournissent des orientations et des précisions sur la diligence dont doivent faire preuve les entreprises en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et sur les mécanismes de plainte non judiciaires, y compris les mécanismes au niveau opérationnel associant des entreprises. D'autres ont laissé entendre que les plans devraient promouvoir la transparence et les rapports d'entreprise et attribuer un rôle actif aux États dans la mise en œuvre des Principes directeurs. Plusieurs participants ont souligné que les plans d'action nationaux devraient dûment tenir compte de la vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme et des communautés affectées. Il conviendrait également de faire la distinction entre «État d'accueil» et «État hôte».

14. Les participants du secteur privé ont souligné qu'il importait d'aligner internationalement les normes et pratiques afin d'assurer des conditions équitables pour les entreprises de différents pays. Il fallait notamment améliorer les systèmes judiciaires, la bonne gouvernance et la capacité de contrôle de l'application au niveau mondial. Certains participants ont souligné que, pour que les plans d'action nationaux soient un succès, il fallait que toutes les parties prenantes connaissent la teneur des futurs plans et soient consultées sur ce point. Ils ont également souligné qu'il importait de préciser les attentes des petites et moyennes entreprises.

15. En ce qui concerne le monde du Sud, les participants ont souligné la difficulté considérable que représentaient les secteurs informels importants dans certaines économies. D'autres considérations spécifiques portaient sur le fait que les plans d'action nationaux dans le monde du Sud devaient prendre en considération les zones de conflit, les questions relatives au genre, la situation des groupes vulnérables, la responsabilité des prestataires de sécurité publics et privés, l'acquisition de terres, ainsi que les droits dans les domaines de l'emploi, de l'environnement et de la propriété. L'accent a par ailleurs été mis sur les rapports de force déséquilibrés entre les entreprises et la société civile et/ou entre les sociétés transnationales et les États hôtes. Il a été recommandé que les pays en développement intègrent la question des droits de l'homme et des entreprises dans les plans de développement nationaux existants et que les organismes de planification publics coordonnent la démarche, les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme accordant leur soutien et assurant une supervision attentive.

#### IV. Accès aux recours

16. Le Groupe de travail a examiné le troisième pilier des Principes directeurs, qui porte sur l'accès aux recours. En particulier, il a examiné les disparités dans l'accès aux recours utiles, les normes de responsabilité et les processus et résultats des mécanismes de plainte non judiciaires. Le Groupe de travail a examiné l'étude commandée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme intitulée «Corporate liability for gross human rights abuses: toward a fairer and more effective system of domestic law remedies»<sup>6</sup>, et la proposition de certains États d'engager un processus intergouvernemental sur un traité relatif aux droits de l'homme et aux sociétés transnationales.

<sup>6</sup> Peut être consulté à l'adresse: [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx).

## V. Troisième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme et deuxième Forum régional

17. Le Groupe de travail, qui a été chargé d'orienter les travaux du Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme en vertu de la résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme, a examiné les enseignements tirés du deuxième Forum, tenu en décembre 2013, ainsi que les préparatifs du troisième Forum. Il a décidé que le troisième Forum se tiendrait du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014, au Palais des Nations à Genève.

18. À sa septième session, le Groupe de travail a tenu une réunion avec le Groupe informel des amis des entreprises et des droits de l'homme, qui comprenait des membres intéressés et des États observateurs du Conseil des droits de l'homme. À cette occasion, le Groupe de travail a rappelé la large participation et l'éventail des sujets débattus au deuxième Forum annuel en 2013, et il a sollicité les vues des États quant à la manière de s'inspirer du succès du Forum en 2014.

19. Le deuxième Forum annuel a attiré quelque 1 500 participants, dépassant ainsi le nombre déjà élevé d'inscrits au premier Forum. Le Groupe de travail a souligné qu'il était important de veiller à ce que le Forum annuel garantisse un dialogue multipartite constructif sur les tendances et les difficultés de la mise en œuvre des Principes directeurs. Il a souligné qu'il importait d'entendre les opinions des victimes et de souligner les bonnes pratiques des entreprises dans la mise en œuvre des Principes, notant que ces objectifs n'étaient pas faciles à concilier, sauf lorsque les participants étaient disposés à s'impliquer constructivement. Le Groupe de travail a suggéré que le troisième Forum annuel pourrait être consacré à la question des plans d'action nationaux, étant donné que son orientation stratégique portait sur les trois piliers des Principes directeurs, y compris l'accès à des recours efficaces.

20. À la réunion du Groupe des amis des entreprises et des droits de l'homme, les États ont fait part de leur appui au Forum annuel et souligné l'importance stratégique d'une approche multipartite constructive afin de faire avancer la mise en œuvre des Principes directeurs, ainsi que les travaux visant à renforcer l'accès aux recours. D'autres propositions consistaient à axer le troisième Forum annuel sur le troisième pilier des Principes directeurs (accès aux recours) et à accroître la participation du monde de l'entreprise et des victimes de violations des droits de l'homme liées aux activités des entreprises.

21. Le Groupe de travail a décidé de mener une enquête en ligne afin de recevoir les suggestions des parties prenantes sur les thèmes, les intervenants, les modalités, les faits nouveaux et les initiatives dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme qui pourraient être présentés au Forum annuel. Le Groupe de travail a également décidé d'envisager d'établir un groupe de référence informel pour le Forum annuel, qui serait composé d'experts représentant toutes les parties prenantes, telles que le monde des entreprises et la société civile, afin qu'ils donnent, à titre personnel, des conseils sur le programme du Forum et l'engagement des parties prenantes. Les candidatures au Groupe de référence seraient enregistrées au moyen du sondage en ligne, prochainement disponible.

22. Le Groupe de travail a aussi indiqué brièvement qu'il projetait de tenir un Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme en Afrique en 2014, suite au succès du Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes tenu à Medellin (Colombie) en août 2013. En outre, il attend que les fonds soient confirmés, une date convenable arrêtée et des partenaires stratégiques désignés pour contribuer à l'organisation du forum régional en Afrique.

## VI. Visites de pays proposées pour 2014 et 2015

23. Dans sa résolution 17/4, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Groupe de travail d'effectuer des missions dans les pays et de répondre promptement aux invitations des États. Ayant effectué des visites de pays en Mongolie en octobre 2012, aux États-Unis d'Amérique en avril-mai 2013 et au Ghana en juillet 2013, le Groupe de travail souhaite se rendre dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe orientale et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2014 et 2015.

## VII. Autres projets du Groupe de travail et questions importantes

24. Le Groupe de travail a examiné le rapport qu'il présentera au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-sixième session en juin 2014. Le rapport souligne les réalisations et les activités du Groupe de travail et sa stratégie pour 2014. Il comprend les annexes suivantes: un rapport sur les résultats d'une enquête sur les entreprises; un rapport sur le Forum régional 2013 sur les entreprises et les droits de l'homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes; un rapport sur la mission aux États-Unis; un rapport sur la mission au Ghana; ainsi qu'un rapport sur un atelier d'experts sur l'accès aux recours non judiciaires tenu à Toronto.

25. Le Groupe de travail a également examiné les demandes d'action en urgence et les lettres d'allégation qu'il avait envoyées aux États et aux entreprises au nom des victimes de violations présumées des droits de l'homme. Les informations relatives aux cas individuels sont résumées dans le rapport sur les communications publiques concernant les procédures spéciales soumis au Conseil des droits de l'homme à chacune de ses sessions régulières. Le Groupe de travail a décidé de publier une note d'information distincte sur ses activités et communications dans cet important domaine.

26. Le Groupe de travail a confirmé sa position sur la question d'un fonds mondial sur les entreprises et les droits de l'homme lié à l'ONU et il a publié une déclaration à cet égard le 27 février 2014<sup>7</sup>.

27. Le Groupe de travail a fait le point sur les ressources pour ses diverses activités. Le budget ordinaire de l'ONU prévoyait des crédits, y compris du personnel d'appui, afin que les membres du Groupe de travail effectuent les missions de pays demandées et qu'ils participent aux sessions ordinaires du Groupe de travail à Genève et au Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, et permettait la participation d'un nombre limité d'experts au Forum annuel. Le Groupe de travail a encouragé les États et d'autres partenaires à lui apporter davantage de soutien afin qu'il puisse mettre en œuvre son plan de travail, en particulier les forums annuel et régional.

28. Le Groupe de travail a décidé de créer deux groupes de référence informels: le premier pour l'aider à orienter le Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, le second pour l'aider à continuer de diffuser et mettre en œuvre les Principes directeurs dans les situations de conflit. Ces groupes de référence informels ont suivi la création, en 2013, d'un groupe de référence ad hoc sur le genre et d'un groupe de référence sur les questions juridiques pour aider le Groupe de travail dans ces deux domaines.

29. Le Groupe de travail a débattu de l'examen de la Banque mondiale sur ses politiques en matière de sauvegardes environnementales et sociales. En particulier, il a pris note de la deuxième étape à venir de l'examen des sauvegardes, pendant laquelle la Banque mondiale devait publier une première ébauche de proposition de cadre intégré pour examen et adoption.

<sup>7</sup> La déclaration peut être consultée à l'adresse suivante: [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/2014Activities.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/2014Activities.aspx).



30. Les membres ont également fait une présentation actualisée des divers projets et activités du Groupe de travail, notamment des faits nouveaux s'agissant de l'Initiative sur les cadres d'établissement de rapports et d'assurance, une initiative consultative ayant pour but de développer des cadres pour les rapports publics et l'assurance fondés sur les Principes directeurs<sup>8</sup>. Le Groupe de travail a aussi examiné de nouvelles propositions de projets.

---

---

<sup>8</sup> On trouvera une liste des activités demandées par le Groupe de travail et son engagement à l'égard des initiatives dans des domaines des entreprises et des droits de l'homme à l'adresse suivante: [www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/WGActivitiesAndEngagement.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/WGActivitiesAndEngagement.pdf).